

MONGONGO

Bimensuel 21 décembre 2009

N°10 200 FC

La ville manque d'énergie

La rareté et l'irrégularité du courant empêchent la relance économique de la ville. Le barrage hydro-électrique qui l'alimente est vétuste et ne suffit plus. La construction d'autres ouvrages est envisagée et l'utilisation de l'énergie solaire pourrait aider les ménages.

La ville de Kisangani fait face à un sérieux problème de courant électrique. Le barrage hydro-électrique de la Tshopo vétuste et archaïque est souvent en panne et insuffisant à fournir du courant à toute la ville. Des quartiers restent dans le noir pendant des mois. Pourtant la ville dispose d'une ressource inépuisable : le soleil. «Pour les usages domestiques, je crois qu'il faut aussi penser à l'énergie solaire», estime Raymond Mokeni, président de la fédération des entreprises du Congo/PO. Les panneaux solaires installés sur les toits des maisons, qui se rechargent dans la journée à la lumière du soleil, fournissent une électricité gratuite qui permet facilement d'éclairer la maison, de brancher une télévision ou de recharger son téléphone. C'est ce qu'a fait avec succès durant 5 ans, à 34 km de Kisangani sur la route Ubundu, la société BEGO CONGO, dans le camp de ses travailleurs. De nombreuses paroisses catholiques de l'arrière province utilisent aussi le système depuis plusieurs années. Ailleurs comme au Sud Kivu, les nouvelles constructions de l'île d'Idjwi par exemple sont équipées de ces panneaux.

L'économie en pâté

Mais ces panneaux solaires ne peuvent pas faire tourner les entreprises dont l'activité est aujourd'hui freinée par le manque et l'irrégularité



du courant. «Trop de coupures et de délestages rendent difficile l'exercice des activités économiques», se désole Raymond Mokeni. Les grandes entreprises ont du mal à fonctionner normalement. Les petites et moyennes entreprises ferment faute de rentabilité ou se délocalisent d'une commune à une autre. Les usines Bralima, Regideso, Sotexki ainsi que quelques lieux stratégiques sont privilégiés. Des scieries, menuiseries et rizeries sont aujourd'hui installés en plein centre ville à côté des habitations pour y profiter du courant plus régulier. Bousculades, longues files

d'attentes,... s'observent devant les rizeries et les moulins. «Depuis 5 heures du matin je suis ici pour mouder le maïs, alors qu'il y a un moulin près de chez moi», regrette une femme avancée en âge attendant dans un moulin en face du stadium hellénique. «Depuis trois mois, nous faisons la même gymnastique», se plaignent deux femmes avec de grosses bassines de farine de manioc sur la tête en provenance de la rive gauche du fleuve. «Nous faisons environ 10 km aller et retour à la recherche d'une scierie alors que dans le quartier il y en a sept, explique Emile B. jeune »

suite en p.2

A LIRE EN PAGE...

1 La ville manque d'énergie

2 Marchandages autour des mémoires de fin d'études

3 Lubuya bera : l'exploitation du bois ne profite pas aux autochtones

4 Kabondo : les ciné vidéo, principale activité économique qui distrait les élèves

5 Mangobo : les jeunes se rendent utiles

6 Lubunga : grenier de Kisangani

7 Les cambistes utiles mais illégaux

8 Malaria : un combat de tous, tous les jours

suite de la une

menuisier de Mangobo. Notre commune est réputée pour la fabrication des meubles mais tout le monde chôme.» Les habitants ont de plus en plus du mal à accéder à l'Internet par manque de courant dans les cybercafés. Certains tentent d'utiliser les générateurs pour alimenter les maisons et charger les téléphones. Mais le carburant coûte cher 1100 Fc par litre. Sur le marché, les prix des denrées alimentaires galopent chaque fois que le courant n'est pas bien fourni. Dans toutes les communes, la situation est la même. L'obscurité gagne chaque jour les quartiers. Des cas d'insécurité et de banditisme sont souvent signalés. La ville perd toute sa beauté la nuit. A la construction du barrage qui alimente la ville en électricité en 1950, un seul groupe de 6 mégawatts suffisait. En 1955 on en ajouta un 2ème, puis le 3ème en 1970 comme réserve. «La ville a besoin de 16 mégawatts alors que les deux groupes ne produisent que 12 Mw. Les délestages vont continuer jusqu'à ce que nous atteignons une production de 18 Mw», confirme le

directeur de la Snel Kisangani. Il y a 50 ans la ville comptait environ 120 000 habitants, la population est estimée aujourd'hui à plus d'un 1,2 millions d'habitants, soit 10 fois plus. Mais les installations hydroélectriques n'ont pas suivi.

Le barrage à rénover ou à construire

Le barrage hydroélectrique de la Tshopo mal entretenu accuse aussi son âge. Les installations et les câbles des réseaux sont vétustes. Des fissures dans la maçonnerie laissent infiltrer l'eau dans la salle des machines qui datent de plus de 50 ans. Depuis le 6 décembre dernier, la Snel a réussi à juguler la panne sur le groupe numéro 2. Certains quartiers sont alimentés. Mais la solution n'est pas durable. «Avec un ou deux groupes sur les trois, il est difficile de fournir le courant à tout le monde», déclare Norbert Mimolokwa Kanda, directeur de la Snel. En outre, les pannes se succèdent. «Depuis le 23 octobre nous en avons connu trois», explique le directeur. Une réhabilitation s'im-

pose. Difficile pour la Snel de réaliser tous ces travaux avec 130 000\$ de recettes au lieu de 240 000 par mois pour 25 000 abonnés dont 18 000 seulement reconnus. Beaucoup de consommateurs ne payent pas leurs factures. D'ambitieux projets sont cependant annoncés. «Pour renouveler le Groupe1 en arrêt depuis des années, il faut 5 à 6 millions d'euros. Une entreprise franco-slovaque fera les travaux d'ici 2012», précise le directeur de Snel. La Belgique a débloqué depuis 2007, 10 millions de dollars pour réhabiliter une partie du réseau de distribution et connecter de nouveaux lotissements. «Même si on réhabilite les trois groupes, il nous faut un ou deux autres de réserve en cas de panne. D'où la construction d'un autre barrage», souhaite la Snel. Parmi les potentialités, on parle de Tshopo II en aval du barrage actuel et de Wanierukula avec possibilité d'avoir 700 mégawatt qui peuvent même être vendus ailleurs.

Daniel Lokulu

Tout solaire

Radios solaires, torches solaires, éclairages de jardin solaires... Aujourd'hui de plus en plus de lumières ou de petits matériels électriques peuvent fonctionner avec l'énergie solaire. Il existe ainsi des boîtiers qui permettent de charger les téléphones ou même les ordinateurs solaires palliant les coupures d'électricité. Au Kenya, ont été lancés il y a quelques mois des téléphones «Simu ya Solar» dotés d'un mini capteur solaire qui se recharge rapidement à la lumière du soleil. Dans certaines villes d'Afrique, l'éclairage public est apporté par de puissants lampadaires solaires qui s'allument tout seuls dès que la nuit tombe. «

Marchandages autour des mémoires de fin d'études

Cette année, seuls 13% des finalistes de l'Unikis ont reçu les grades académiques. Enseignants peu disponibles, étudiants manquant de zèle ou de compétences... les mémoires de fin de cycle traînent. Obsédés par l'obtention du diplôme, certains étudiants payent même des encadreurs pour les faire. Une dévalorisation de la recherche dont l'université pâtit lourdement.

Seuls 13% des 1400 finalistes de toutes les facultés confondues de l'UNIKIS se sont vu conférer leurs grades à la première session. A la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FSEG), sur 261 finalistes seuls 45 ont présenté leurs travaux de fin de cycle (TFC) et mémoires en première session et 23 seulement ont obtenu leurs grades académiques.

La recherche scientifique, une des missions cardinales de l'Université, souffre, de nos jours, de la crise qui la frappe : absence de rigueur et de moyens de fonctionnement. De nombreux étudiants font ces travaux uniquement pour avoir un diplôme à tout prix. «Il y a une démobilisation

énorme des étudiants d'aujourd'hui par rapport aux étudiants d'il y a 10 ans... la qualité des travaux laisse à désirer», note Gratién Mokonzi, doyen de la FSEG. Le mythe du diplôme accroît le nombre d'étudiants mais les auditoires, le nombre d'enseignants, la motivation du personnel et les moyens financiers ne suivent pas.

Les travaux traînent dans les tiroirs

Étudiants et encadreurs se rejettent mutuellement la responsabilité de ces retards. «Nous avons beaucoup d'étudiants paresseux qui ne savent pas programmer leur temps. Nous

préférons ne pas faire passer un travail qui n'a pas le niveau requis», fait observer Gratién Mokonzi. En effet, beaucoup de ces travaux ne respectent pas la méthodologie et les directives des encadreurs. Certains étudiants ont du mal à les rédiger, à récolter les données et à se documenter dans les bibliothèques.

Les étudiants estiment que la faute en incombe aux enseignants qui traînent à corriger leurs travaux. Certains encadrent 20 à 65 étudiants, sauf à la Faculté des Sciences où ils ne sont pas plus de cinq par enseignant. Le cumul des cours et des «extra-muros», rendent leur tâche plus ardue. C'est là que l'argent joue »

suite en p.6

Lubuya bera L'exploitation du bois ne profite pas aux autochtones

Depuis quelques années, les exploitants industriels et artisanaux des bois exercent sans respecter leurs cahiers des charges. Ecoles, routes, hôpitaux... promis ne viennent toujours pas.

Les chenilles qu'on mange actuellement proviennent de la ville», s'inquiète Ferdinand Kitambi, chef de localité d'Alibuku, à 36 km de Kisangani sur la route Banalia. Pour cause, les arbres à chenilles ont été décimés par les exploitants forestiers. «Actuellement, on ne peut plus facilement trouver un espace vert (terrain) au quartier Bangboka à plus de 20 km de la ville», regrette aussi Maxime Bobali, bourgmestre de la commune Kisangani. Des gens les achètent pour cultiver ou construire des maisons. Les autochtones perdent de plus en plus les avantages de leurs terres. Dans la commune Kisangani, «le dernier achat de concession dans la forêt est de 700 ha», déclare Ingipai Likwee, chef de quartier adjoint Bangboka. Alors que «seul, le gouverneur peut autoriser l'achat de 10 ha d'étendue», note Tabora Lofu, de l'Inspection provinciale du développement rural.

Les promesses restent lettres mortes

Pour les habitants de cette entité, il est difficile de cultiver des champs et la vie est devenue de plus en plus chère. «Les bois de chauffe sont à vendre, alors qu'avant on pouvait entrer dans la forêt et couper», regrette Ingipayi Likwee. Depuis que les entreprises exploitent le bois, les habitants n'en tirent pas les dividendes. Les exploitants industriels et artisanaux des bois se soucient moins du développement socio économique des populations riveraines. Les promesses de constructions d'écoles, d'hôpitaux, de routes restent lettres mortes.

«Dans le cahier des charges, la Société Trans M. Bois devrait équiper mon bureau, construire des écoles... jusque là, rien ne fait», regrette Michel Batululu, chef de collectivité-secteur Lubuya bera. Ses bureaux installés à 24 km de Kisangani dans un bâtiment datant de l'époque coloniale sont à peine meublés, sans serrure. Chaque jour, il doit transporter les documents administratifs. Certains villages de la Province orientale sont ainsi pris d'assaut par les exploitants

forestiers mais sans contribuer au développement des milieux.

A Alibuku, la même société a ouvert une route d'évacuation du bois qui facilite les échanges avec la ville. Mais,

coopératives pour mieux les gérer et leur délivrer des permis de coupe», observe Lingbandu.

Dans cette partie de la ville, trois sociétés d'exploitation industrielle



Crédit photo: photo Mungongo

«cette route devrait être asphaltée car la population, les animaux, les plantes, les arbres... meurent à petit feu de la pollution produite par la poussière», estime Georges Katembo qui encadre les paysans. En face de la grille d'entrée de la société, un camp de travailleurs encore en chantier. En diagonal, une école de 6 salles dont certaines manquent de bancs. «Ça fait 5 ans que ces sociétés exploitent, mais ma maison est toujours en terre battue. Pourtant, une quantité économiquement exploitable des grumes est abandonnée dans la forêt», regrette le chef de localité.

Contrôler les exploitants

A Alibuku, «nous avons recensé, en 2008, 34 exploitants artisanaux oeuvrant dans la collectivité Lubuya bera», déclare Jean-Batiste Lingbandu, chef de bureau conservation de la nature et exploitation forestière. «Beaucoup de ces exploitants artisanaux ne sont pas recensés. Ils sont nombreux dans l'arrière forêt», souligne M. Batululu. Incontrôlables, ces exploitants prennent d'assaut la forêt comme ils le veulent. «Notre souhait est qu'ils se constituent en

du bois se sont déjà succédé. SOCIFOR, AMEX BOIS entre 1990 et 2003, tandis que TRANS M BOIS y a exploité depuis trois ans, mais ses activités sont suspendues depuis fin 2008, interdites par le ministère provincial de l'Environnement.

Quant aux superficies déjà exploitées, elles ne sont pas connues. Seuls 350 ha exploités par les 34 exploitants artisanaux officiels sont reconnus par le service de l'environnement.

Les autorités locales ont cependant réagi. «Nous avons saisi le Parquet et l'Assemblée provinciale sans suite», affirme Batululu, qui salue l'interdiction de l'exploitation de bois à toute société non en règle. Toutefois la fabrication de la braise, le défrichage des champs et la culture sur brûlis contribuent aussi à détruire la forêt. Pour la sauver, «nous sensibilisons d'abord les responsables religieux sur la manière d'exploiter les champs à bon escient ensuite ceux-ci répercutent le message à la population au cours des cultes», affirme le chef Alibuku. «

Trésor Boyongo

Kabondo Les ciné vidéo, principale activité économique qui distrait les élèves

Dans la commune Kabondo, les élèves passent leur temps dans les cinémas de fortune faute de courant chez eux. Ces ciné vidéo sont une des rares activités économiques de la commune où l'on trouve aussi des jeunes qui travaillent comme maçons et réparateurs de vélos et motos.

Des hangars construits en bambous et sticks et couverts des pailles ou bâches. Des hauts parleurs qui balancent le son de la télévision ou des films projetés et arrosent tout le quartier, des passants et voisins qui se mettent à danser. Les salles de cinéma de ce genre, on en voit plusieurs dans la commune Kabondo. Ouvertes de 10 h du matin à 23 h, ces salles, montées pour divertir les jeunes, sont devenues l'attraction des écoliers qui font l'école buissonnière. Ceux qui sont chassés de l'école pour n'avoir pas payé la prime trouvent là un bon refuge. Ils passent leur temps à regarder la télévision ou les films, un luxe qu'ils ne peuvent s'offrir à la maison depuis plus de 3 ans qu'il n'y a plus de courant.

«Ca détruit l'éducation des enfants, ils sont devenus impolis en imitant ce qu'ils voient au ciné. Ils font l'école buissonnière», se plaint Akwengwe Véronique, mère de 6 enfants sur la 7^{ème} avenue transversale. «Les

gens deviennent de plus en plus inutiles dans la société parce qu'ils ne produisent pas» ajoute-elle. «Nous avons donné notre rapport au service de l'environnement et tourisme pour régler ce secteur», déclare Motone Gordon, chef du quartier Basakata. Pour le bourgmestre Jean Claude Lupia, bien que lui doive veiller sur le respect de l'heure de projection, l'âge des spectateurs et les images projetées, les parents aussi doivent veiller à l'éducation de leurs enfants.

Des jeunes débrouillards

Ces cinémas de fortune qui fonctionnent avec des groupes électrogènes sont rentables. C'est pourquoi, ils se sont multipliés. «C'est devenu ma profession. J'ai nourri ma famille avec», déclare Jacques Fataki, jeune promoteur de deux salles de cinéma qui affirme s'acquitter normalement de ses taxes au trésor. Buza Joseph, qui a implanté la sienne sur la 5^{ème} transversale, gagne au

moins 10 000 Fc par jour. De quoi prendre en charge sa famille. Ils sont nombreux à exercer aujourd'hui cette activité.

D'autres jeunes eux font de la maçonnerie et réparent des vélos et motos, métiers jadis réservés aux vieux pour éviter le chômage. Mais ce sont les seules activités économiques qu'ils peuvent faire sans courant, ce que déplore le bourgmestre.

Depuis le 21 novembre, celui-ci a décidé de l'organisation d'une table ronde des habitants de la commune pour voir comment faire revenir l'énergie électrique. Une collecte de 2 \$ par ménage est lancée pour réunir le montant à remettre à la SNEL pour l'achat des câbles. Séance tenante, une enveloppe de 4000 \$ a été offerte par Tube Amani, jeune exploitant de diamant de cette entité, pour l'ouverture d'un compte bancaire. Les habitants ont accepté de cotiser, reste à savoir s'ils vont tenir leurs promesses. «

Dorcas Mayani

ACTUALITÉS

Santé

Depuis le 26 novembre une épidémie de méningite sévit dans la ville. Elle a commencé à l'institut Maikazo de la commune Tshopo où une dizaine d'élèves sont morts. Le maire de la ville a alors fermé les écoles pendant une semaine. Jusqu'au 15 décembre, selon l'inspection médicale on a compté 17 décès sur 167 malades enregistrés. Chiffre qui pourrait être revu à la hausse. Car certains malades au lieu de se rendre à l'hôpital, préfèrent aller aux assemblées de prières où ils trouvent la mort. La maladie se caractérise par des maux de tête aigus, une forte fièvre, une raideur de

la nuque et des troubles de conscience. La maladie évolue vite vers le coma. Elle se transmet par la voie respiratoire favorisée par la promiscuité. 95% des victimes ont de 12 à 18 ans.

Le médecin inspecteur intérimaire, docteur Musa, contacté par le journal exprime ses craintes de voir l'épidémie s'étendre. L'ordre a été donné aux centres de santé de référer tout cas suspect uniquement à l'hôpital général le plus proche. Il envisage la vaccination mais cette solution est très coûteuse car les vaccins doivent venir d'Europe. En attendant, Dr Musa invite les responsables d'éducation à limiter, autant

que possible, la trop grande promiscuité des élèves dans les salles de classe.

Les épidémies de méningite frappent régulièrement les pays africains situés dans «la ceinture de la méningite» qui va du Sénégal à l'ouest jusqu'à l'Ethiopie à l'est. Les pays sahéliens sont généralement les plus touchés. Ces dernières années, la région des Grands Lacs a été à son tour atteinte à plusieurs reprises. Selon Dr Musa, c'est plus dans le district de l'Ituri au territoire d'Aru que cette maladie est devenue récurrente.

Administration
15 décembre, remise

de pick-up double cabine aux commissaires de districts, maire de la ville et ministres provinciaux. C'est un premier lot de 25 véhicules achetés par le gouvernement provincial sur une commande de 154 engins d'une valeur de 4,5 millions de dollars. Un autre lot arrive par le fleuve pour les bourgmestres et administrateurs de 24 territoires. Le gouverneur de province précise bien que ces véhicules sont un patrimoine de l'Etat et non privé. Certains bénéficiaires se demandent cependant comment ils vont arriver dans les territoires qui n'ont pas de routes.

Mangobo Les jeunes se rendent utiles

Depuis qu'ils ont décidé de rompre avec la violence, les jeunes de Mangobo s'efforcent d'assainir leur quartier, certains font de la menuiserie. Ils sont satisfaits mais attendent toujours des emplois pour sortir de l'oisiveté.

A Mangobo, une des communes les plus peuplées de la ville, les jeunes tristement célèbres pour des actes de violence ont décidé de faire changer leur image. Grâce aux sensibilisations sur l'éducation civique et la culture de la non violence menées par les Ong et les efforts de rétablissement de l'autorité de l'Etat, les jeunes ont pris conscience des méfaits de la violence. Ils assainissent leurs quartiers le week-end et se lancent dans les petits métiers : menuiseries, artisanat, ... les habitants sont satisfaits de la quiétude retrouvée.

Les avenues des quartiers Matete, Lumbulumbu, Mambiza, ... rétrécies par des herbes et des érosions sont retracées. «Nous passons d'une avenue à une autre pour curer les caniveaux et couper les herbes», déclare Adrien Kalokola, conseiller de l'association Les bourgeois rencontré au rond point ABC/orphelinat à la tête d'un groupe de jeunes cantonniers d'une vingtaine d'années. «Au quartier Medje, après la pluie il n'y a plus d'eau stagnante, le grand collecteur qui part jusqu'à Djubudjubu est curé», témoigne Cosmas Kono du réseau des associations des Jeunes de Mangobo.

Au plus fort de la période des guerres, de nombreuses associations de jeunes sont nées dans cette commune avec des noms violents et belliqueux ou de grandes puissances

occidentales avec leurs drapeaux qu'ils hissaient (Etats-Unis, Chine populaire, Katamoto, Ligue arabe, Bourgeois, ...). Forces d'autodéfense, manipulations politiciennes, occasions de montrer son poids pour être connu, de courir derrière les politiciens, ... sont les principales raisons de leur création. Les cérémonies funéraires, les coupures d'électricité, ... ont été des occasions de manifestations de violences entre jeunes des quartiers. «L'enterrement autrefois source de violence, se fait désormais dans le calme. Les drapeaux des associations ne flottent plus», se réjouit Sébastien Looso, bourgmestre de la commune. «La grande raison de la violence est l'oisiveté et le chômage», soulignait le RACOM lors d'un atelier organisé par GRADIJEUNES, une Ong de la place.

Créer des emplois malgré tout

La majorité de la population est jeune. Mais il n'y a pas d'emplois. Les industries ont mis la clé sous le paillason. La Société de transport zairoise (Sotraz), l'Office de transport et de communication (OTCZ), Alukivu, Shanima, Penako, Fina ont fermé. La société textile de Kisangani (SOTEXKI) fonctionne au ralenti après avoir licencié plusieurs agents. «Bien qu'ils soient désœuvrés, notre objectif est de lutter contre la violence et l'oisiveté des jeunes», ajoute Cosmas Kono.

Sans baisser les bras, les jeunes font de la menuiserie et de l'artisanat. L'association des jeunes menuisiers de Mangobo avec environ 400 membres, parmi lesquels, les enfants de la rue, réussit à les maîtriser. «Je suis en troisième des humanités, je regrette avoir perdu du temps entraîné d'arracher les biens d'autrui», témoigne Julio Kombozi en train de fabriquer une porte au cercle d'Etat de Mangobo. Il demande à ses amis d'apprendre un petit métier pour devenir indépendant.

Ces jeunes ont réussi à ouvrir un grand atelier de menuiserie devant le bureau communal grâce à leurs propres efforts, avec l'appui d'un homme politique et de la Coopération technique Belge. «L'année dernière, ils ont acheté une nouvelle machine de sciage à partir des recettes et cotisations», témoigne Agabe Abo, conseiller au sein de cette association. «Que les autorités créent de l'emploi afin qu'on ne retourne plus aux anciennes pratiques», s'exclame Adrien Kalokola, conseiller de l'association Bourgeois.

Selon Richard Lonema, conseiller au ministère provincial de la Jeunesse, en collaboration avec le ministère du Travail, un budget sera soumis au gouverneur pour créer des emplois pour les jeunes par le truchement de la Régie de Travaux Publics de la Province Orientale (RTPO).«

Cosmas Mungazi

Messages de vœux

Chers lecteurs, en cette fin d'année 2009, permettez-nous de vous exprimer notre fierté pour l'intérêt que vous manifestez pour notre jeune journal et nos remerciements pour votre fidélité. Nous avons conscience que le défi à relever pour une information de proximité de qualité est énorme afin que chacun puisse se faire son propre jugement et agir pour faire avancer la démocratie et l'Etat de droit.

Que 2010 soit pour chacun de vous une année pleine de succès et de bonheur. Soyez certains que l'équipe de Mongongo fera tout son possible pour vous informer au mieux. Nous comptons sur votre soutien. Bonnes fêtes à tous.

La Rédaction

Messages payés

L'honorable Bamanisa Jean Saidi souhaite à toute la population de la Province Orientale en général, et celle de Kisangani en particulier, ses meilleurs vœux de Noël et de Nouvel an 2010. Par ses interventions parlementaires il restera toujours leur interlocuteur pour la défense des intérêts de la Province Orientale en général et de la ville de Kisangani en particulier auprès de l'Assemblée Nationale.

La société de gardiennage, nettoyage, jardinage et manutention Kafakis Group Security Service représentée par son Directeur Général, l'Ingénieur J.P Kasusula Faiti Kilicho ainsi que tout son personnel pressentent au Président de la R.D. Congo son excellence Joseph Kabila Kabange ses meilleurs vœux pour l'année 2010. Elle profite de cette occasion pour réitérer au Président de la République son soutien pour la réussite du programme de 5 chantiers de la République.

Lubunga Grenier de Kisangani

Située sur la rive gauche du fleuve, Lubunga est le grenier de la ville. L'agriculture, seule activité de la commune, y est dynamique mais l'absence de routes praticables pour évacuer les produits décourage les producteurs.

Dès 5 heures du matin sur la rive gauche du fleuve, les femmes se précipitent pour monter sur des pirogues à pagaies ou à moteur pour gagner la rive droite de la ville. Sur leurs dos ou sur des vélos, des légumes et autres produits des champs : ponde, bananes, manioc, amarantes, épinards, patates douces, canne à sucre, chenilles, maïs, paddy... Des pirogues remplies à ras bord accostent sur la rive droite. Tous ces produits se retrouvent sur le marché matinal «libanga» installé devant la cathédrale. Ménagères et vendeuses venues des autres communes s'y approvisionnent au prix de gros, trois fois moins cher qu'ailleurs. «Je trouve ici des tomates, pili-pili, aubergine, ponde, très sollicités au marché de la 11^e Tshopo», déclare une commerçante. Ces denrées sont appréciées pour leur qualité. «Les bananes et ananas de l'autre rive sont doux et sucrés», témoigne Eugénie Ndongala, une ménagère. Une grande partie de la viande de porc et de chèvre mangée en ville provient de deux abattoirs de cette commune essentiellement agricole qui nourrit la ville de Kisangani.

L'union fait la force

Pour produire plus, les habitants se regroupent en associations : Bolingo, Bana Bandu (l'entraide des habitants de Bandu), association d'agriculteurs d'Isange, Adeco et autres. « Seul on ne se développe pas », affirme Valentin Lobaki du regroupement des agriculteurs sur la route Ubundu. Tour à tour, ils se s'entraident pour défricher. « Je fais appel à mes amis pour le défrichage et l'abattage moyennant à manger et à boire et je peux facilement cultiver un hectare », affirme Papa Kanga Olembo du PK 15 route Ubundu. Quelques rares Ongs locales les accompagnent pour améliorer leurs productions. « Contrairement au passé, les planteurs pratiquent actuellement la monoculture, grâce à notre encadrement », déclare Jean Christophe Opamba, coordonnateur du Regroupement des artisans pour le développement des paysans (RADEPA) qui regroupe plus de 7000 ménages sur la route Ubundu.

Joachim Upoki, le bourgmestre, envisage d'imposer une taxe d'évacuation des produits agricoles afin de générer des recettes pour la commune et d'amener les acheteurs à s'approvisionner sur place au lieu que les ma-

mans traversent chaque matin.

Les routes impraticables

L'agriculture est la seule activité de la commune et certains habitants se découragent faute d'appui et d'encadrement et surtout de routes pour évacuer leurs produits. Lubunga n'a plus des routes de dessertes agricoles : Kpangombi, Kubagu, Tokomeka, Mandja, Yalisombo, Isagi Makutano... ne sont plus accessibles que par vélo. La route Opala qui permettait d'inonder la ville en riz n'est plus accessible par camion. Celle d'Ubundu est de nouveau en réhabilitation, deux ans seulement après sa réouverture. « Nous avons beaucoup de difficultés pour aller vers les agriculteurs faute de routes », déclare l'ingénieur Gilbert Baonga, agronome communal. « Si on encadrait effectivement ces agriculteurs, on pourrait faire de grandes choses et développer la commune », regrette Joachim Upoki. Le service communal de l'agriculture les recense progressivement en vue d'organiser des formations. L'eau de la Regideso et l'électricité restent inaccessibles. Des habitants préfèrent émigrer pour d'autres communes. «

Daniel Lokulu

suite de la p.2

un rôle : les étudiants qui n'en ont pas voient leurs travaux être mis à l'écart. « Je me présente en deuxième session parce que je n'ai pas d'argent à donner à mon encadreur. » Avis que ne partage pas le chef de travaux, Jules César Isandjola : « C'est un argument de paresseux ».

« Nos encadreurs nous demandent souvent d'acheter le stylo de correction qui coûte chez eux 1 à 2 \$... et d'autres demandent à manger. Quand on n'a pas de sous le travail est classé et nous nous décourageons », explique B.E., étudiant en G3 à la Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Éducation (FPSE). Chaque encadreur reçoit entre 20 à 30 \$ de l'université pour chaque travail dirigé mais s'estimant mal payés, ils en demandent plus aux étudiants. « Des étudiants estiment être généreux en motivant celui qui va lire son travail... », se justifie J-C Isandjola.

Une infime partie d'étudiants seulement réussit en première

session. A la deuxième session, certains encadreurs ferment les yeux sur les lacunes après avoir glissé quelques billets dans leurs poches ou pour éviter d'être indexé par l'étudiant et sa famille comme responsable de son échec. D'autant que beaucoup d'étudiants, focalisés sur leur diplôme, trouvent très ennuyeux de devoir corriger leurs travaux. Conséquence : ils obtiennent un diplôme mais n'en ont pas la compétence.

Tricher sans scrupules

« Certains de nos étudiants sollicitent une admission à l'université avec un déficit de formation fondamentale (reçue à l'école primaire et à l'école secondaire, ndlr) », observe le Professeur Jean Otemikongo. Ils ne savent ni l'orthographe, ni la grammaire ni se concentrer au travail. Cette année, l'université soumet tout étudiant qui veut s'inscrire à un test d'aptitude.

Actuellement des étudiants,

d'un niveau trop faible, font faire leurs travaux par les encadreurs, leurs collègues ou leurs aînés ou même les commandent à Kinshasa, Lubumbashi ou Goma. D'autres plagient des mémoires publiés par d'autres ailleurs. « Certains encadreurs rédigent pour les étudiants moyennant des espèces sonnantes et trébuchantes », témoigne Jean Otemikongo. Le Pr. Joseph Ilunga, vice-doyen de la recherche à la Faculté des Lettres et Sciences Humaines témoigne « un groupe de quatre étudiantes était venu me solliciter de rédiger leurs mémoires. J'avais refusé... ». Il y a deux ans, un chef de travaux a été chassé de l'Université après la découverte d'un bureau de rédaction des TFC et mémoires qu'il avait ouvert. « Ce sont des travaux que leurs auteurs sont incapables de défendre », fait remarquer J.D.L Bosenge, étudiant en D2 Médecine. «

Trésor Boyongo

Les cambistes utiles mais illégaux

Les cambistes ont envahi les rues de Kisangani pour répondre à la forte demande de dollars des habitants. Ce métier fait vivre de nombreux jeunes. Mais ces changeurs, qui ne sont pas agréés par la Banque centrale, font perdre des recettes au Trésor public et n'offrent aucune garantie à leurs clients.

De l'avenue de l'église au boulevard du 30 juin en passant par le rond point du canon, partout le long des grandes artères de la ville, aux alentours du marché central et aux entrées des avenues dans les communes, le décor est le même. Des tables sur lesquelles s'empilent des briques de billets sont installées les unes à côté des autres, sur les trottoirs réservés aux piétons, devant les boutiques, magasins, bistros... Ces cambistes ou changeurs de monnaie sont partout. Même les vendeurs de cartes prépayées et les boutiques se livrent aujourd'hui à cette activité non réglementée que tout le monde peut faire. Seule condition, avoir son petit capital.

La pratique a commencé dans les années 90 sous le régime Mobutu. Elle s'est accentuée en 98 avec la déliquescence du système bancaire. Les citoyens ont perdu confiance dans les banques, qui étaient incapables de rembourser les clients et n'avaient pas de devises à donner. L'informel a gagné du terrain et a fait des cambistes des intermédiaires financiers incontournables. Un métier qui permet à de nombreux jeunes d'échapper au chômage et de faire vivre leurs familles.

"L'ouverture de la ville au marché extérieur grâce au retour de la paix, la dollarisation du circuit économique liée à la faiblesse du Franc congolais par manque des matières premières à vendre sur le marché mondial amplifient le phénomène" souligne Gilbert Tengami, enseignant à la Faculté des sciences économiques à l'Unikis. Le dollar est devenu la monnaie de référence, de fixation des prix des marchandises et denrées alimentaires, des frais d'études,... tout le monde, même les services de l'Etat, compte en premier en dollar et après en franc. D'où cette croissance exponentielle des cambistes qui ne manquent de clients.

Cambistes non agréés

"Grâce à nous, même les cultivateurs épargnent en monnaie étrangère sans trop de peine", déclare un cambiste devant la banque centrale. "A l'école, c'est grâce aux cambistes que j'arrive à payer la prime de scolarisation de mes enfants exigée en dollars", témoigne Augustin B. Pourtant, ce secteur échappe au contrôle de la Banque centrale du Congo (BCC) habilitée à réglementer le marché de change.

Aucun cambiste n'a l'agrément de la banque. "Nous n'avons aucun pouvoir de tutelle sur eux", déclare Consolata Nankafu, responsable de contrôle des intermédiaires financiers à la BCC. Selon elle, pour ouvrir un bureau de change, il faut déposer une caution de 2500 \$, dont 20% pour les frais d'agrément. Cette caution sera remboursée en cas de cessation d'activité. Les cambistes eux rechignent à être en ordre avec la loi. "Les exigences de la Banque et la multiplicité des taxes nous empêchent d'avoir des bureaux fixes", se justifie le vice président des

cambistes. "Les cambistes craignent inutilement. Et par ce fait le Trésor public saigne", se désole Consolata.

Le marché noir domine

Les clients courent des risques en travaillant



avec des cambistes non identifiés. Ils se plaignent quotidiennement de recevoir des liasses incomplètes, des faux dollars... Mais ils n'ont pas le choix car la banque ne vend pas de dollars. Le taux fixé actuellement par la BCC de 908 Fc pour 1 \$. Les cambistes proposent eux entre 900 Fc et 950 Fc pour l'achat et 930 à 950 Fc à la vente du billet vert. Un taux qui varie en fonction du cours du jour, de la rareté ou non du dollar, de l'heure du jour ou de la nuit. "Nous sommes des commerçants, nous dépendons de la loi de l'offre et de la demande", disent les cambistes. Les cartes prépayées se vendent même au taux de 1000 Fc pour 1\$ "Nous achetons le dollar à un taux élevé, pour en avoir rapidement et en grand nombre pour s'approvisionner à l'étranger", témoigne Jacques Katembo, commerçant au marché central. La forte demande favorise la circulation des faux billets de dollars, affirme la BCC. Pour Gilbert Tengami, "il serait mieux que l'Etat crée un mécanisme efficace basé sur la réglementation, le contrôle, l'achat et la vente de dollars". Il faut des bureaux de change fiables dans une ville comme la nôtre pour mettre de l'ordre", insiste Consolata Nankafu qui affirme qu'en octobre dernier la BCC, avait invité les maisons de Messagerie Financière pour créer des bureaux de change. «

La malaria : un combat de tous, tous les jours

En distribuant 4,5 millions de moustiquaires dans la province, le Programme national de lutte contre la malaria veut mettre un coup d'arrêt à cette maladie si fréquente. Les efforts conjugués de l'Etat, des Ong ont commencé à la faire baisser pour amener tout le monde à assainir son milieu, à dormir sous la moustiquaire et à éviter l'automédication et les faux médicaments commencent à porter leurs fruits.

Le 11 décembre dernier, ils étaient une centaine à former la file d'attente et à se bousculer devant le centre de santé NEEMA de la 8^e CEPAC pour retirer les moustiquaires. Chacun voulait être servi le premier. Chaque chef de ménage a reçu un jeton pour retirer trois moustiquaires au centre de santé le plus proche de son domicile. Quatre millions et demi de moustiquaires vont être distribuées gratuitement sur toute l'étendue de la province orientale durant le mois de décembre par le Programme national de lutte contre le paludisme (PNLP) appuyé par le Fond Monétaire International (FMI). Une opération d'envergure qui concerne cette fois-ci les familles et non seulement certains groupes.

«Nous demandons à la population de placer ces moustiquaires au dessus des lits pour se protéger contre les piqûres des moustiques», exhorte le docteur Joyce Likwela, coordonnateur du PNL. En effet, la majorité des malades reçus dans les hôpitaux souffre de la malaria et beaucoup en décèdent. «En 2008, 9 sur 10 des malades qui nous arrivaient, souffraient du paludisme en majorité les femmes et les enfants. A présent, seulement 6 sur 10 cas sont paludéens», témoigne J.M Musambay, épidémiologiste au poste de santé Boyoma. Ceci grâce à la synergie entre le PNL, les Ong et les communautés locales.

Les immondices, les herbes, les poubelles et les eaux stagnantes qu'on trouve partout en ville favorisent la reproduction des moustiques, vecteurs de la maladie. «Même la journée, personne n'échappe à la piqûre des moustiques», constate Vicky Bulako, superviseur provincial du PNL. Et soigner les malades coûte cher « Deux de mes enfants viennent d'être internés au poste de santé Nzambe Malamu. J'ai dépensé environ 12 000 Fc», déclare Madame Ruth Bibi, qui regrette de n'avoir qu'une seule moustiquaire pour ses quatre enfants.

Mieux vaut prévenir que guérir

Assainir et utiliser les moustiquaires sont les meilleurs moyens de prévention explique-t-on sans relâche lors des réunions d'information organisées dans les églises, les medias, écoles, ateliers et par des relais communautaires et lors des consultations prénatales. «Nous

remettons une moustiquaire à la femme enceinte ou au bébé de 0 à 5 ans moyennant 400 Fc incorporés dans la facture pour éviter la gratuité», explique Masumbuko, infirmier à l'hôpital général de Kisangani.

Les moustiquaires sont également vendues dans les pharmacies et au marché à des prix abordables entre 900 et 1500Fc. Avant 2004 très peu des Boyomais dormaient sous la moustiquaire imprégnée. Aujourd'hui l'usage se généralise et la malaria recule. «Je viens de la province du Maniema où les moustiques ne résistent pas au froid. La première nuit, mes enfants ont pleuré sans relâche à cause des piqûres. Depuis que mon mari a acheté deux moustiquaires, ils ne tombent plus malades fréquemment», témoigne Aziza.

Les dangers de l'automédication et des faux médicaments

Selon Claude Idring'i, étudiant en médecine/Unikis, la quinine et l'artésunate amodiaquine sont des médicaments efficaces pour soigner la malaria à condition de suivre rigoureusement le traitement. Mais certains malades achètent les produits en pharmacie sans examens médicaux et les prennent sans respecter la dose. D'autres, même avec une ordonnance médicale, achètent des faux médicaments sur le marché. Conséquence : la maladie revient sans cesse.

D'autres encore par négligence ou faute d'argent ne vont que tardivement à l'hôpital une fois que la maladie s'est aggravée. Les patients agonisants affirment avoir pris des médicaments en cure incomplète sans avoir fait d'examen médicaux», témoigne Musambay.

Il est cependant difficile de distinguer les vrais anti-paludiques de faux. Le contrôle des médicaments par le service compétent est inefficace. «Notre service ne dispose pas d'un appareil approprié pour détecter les faux médicaments. Nous n'analysons que la couleur, l'odeur, la sensation de produits...», déclare Bolembe, pharmacien inspecteur provincial. Deux dossiers ont cependant été transférés par l'inspection de la santé au parquet en septembre dernier. Des seringues, aspirines, gentamicines de mauvaise qualité ont été incinérés le 28 novembre.»

David Malisi

Mongongo Journal école	communication/Unikis)	Commune Makiso, en face de	Abonnement annuel
Editeur, rédacteur en chef : Ernest Mukuli	Secrétariat de rédaction : Pepe Mikwa	BEGO CONGO	(24 numéros) 10 \$,
Tél : 243(0)81 200 63 99	Tél : 243(0)99 808 78 81	Mail : journal_mungongo_kis@yahoo.fr	abonnement de soutien 50 \$ minimum.
Mail : ernestmukuli2@yahoo.fr	Distribution, marketing, design et mise en page :	Supervision et formation	Points de vente :
Equipe rédactionnelle : Trésor Boyongo, Daniel Lokulu, David Malisi, Dorcas Mayani, Nadia Midedso, Cosmas Mungazi (étudiants en Sciences de l'information et de la	Jimmy Bakelenge	Syfia international	Bibliothèque centrale et
	Tél : 243(0)85 338 93 25	Contact : 33 (0)4 67 52 79 34	Cyber café Batam de l'Unikis, Librairie Saint Paul,
	Adresse : 1/A, Avenue Tshatshi,	contact@syfia.info	Gradi-Jeunes et Rez de chaussée
		Impression : Boyoma impression	Congo Palace.
		Dessin : Roger Bamungu	